



N° Vert 80 00 88 88

Ne vous faites pas complices des crimes économiques, dénoncez toute fraude ou corruption dans les marchés publics !

Centrafrique :

Une guerre de religion ?^{P6}

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT DÉLIT VIEUX OU NOUVEAU N° VERT 8280 Anticorruption	POUR OBTENIR TOUT RENSEIGNEMENT INDISPENSABLE N° VERT 8201 Renseignements
--	--

OTR FEDERER POUR BATAILLER LA CORRUPTION

WATRAA

Les Vainqueurs

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 03 Mai 2018 N° 188 - Prix 250 F CFA

Echos de la célébration du 1^{er} mai à l'OTR



Une plateforme de doléances présentée à l'employeur^{P2}

Réglementation de la diffusion des éléments violents et ou érotiques sur les medias au Togo:

Le WANEP a outillé des journalistes^{P2}

1^{er} mai 2018

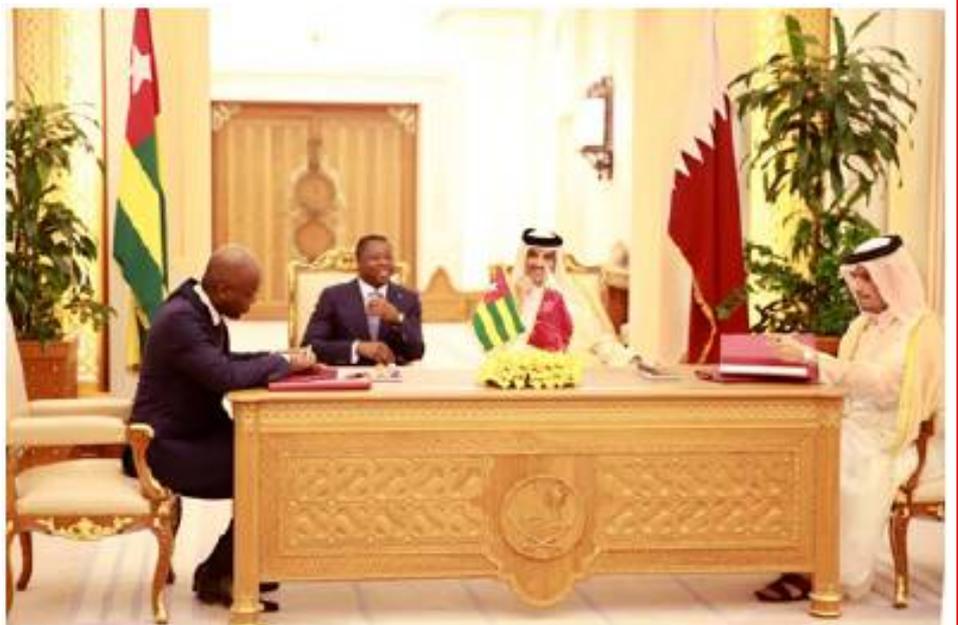


Que cache l'annulation de la fête à l'Assemblée Nationale ?^{P5}

L'opposition en œuvre pour le blocage de l'organisation des élections

Faure Gnassingbé martèle : «les rendez-vous retenus par le calendrier électoral cette année seront tenus»^{P6}

Renforcement de la Coopération entre le Qatar et le Togo



Faure Gnassingbé et l'émir Tamim signent 6 accords^{P3}

Célébration du 27 avril et discours du Chef de l'Etat à la Nation

De nouvelles initiatives pour le développement du Togo^{P3}

TRIBUNE/Vincent Bolloré s'exprime



«.....Depuis environ trente ans, notre groupe a cru au développement de l'Afrique et y a investi patiemment près de 4 milliards d'euros et a contribué à y créer énormément d'emplois....»^{P4}

Echos de la célébration du 1^{er} mai à l'OTR Une plateforme de doléances présentée à l'employeur

L'Office Togolais des Recettes (OTR) a célébré la journée internationale des travailleurs à son siège sous le sceau de doléances et de sérénité au travail. Vêtus de T-shirts blancs à l'effigie de l'institution, ils étaient nombreux à faire le déplacement pour cette célébration. Comme à l'accoutumée, les employés n'ont pas dérogé à la tradition. C'est donc bien organisés que ces derniers ont présenté une plateforme de doléances à l'employeur. Conscient que sa mission première est la collecte des recettes pour la satisfaction des besoins publics, le personnel de l'OTR a cependant exprimé une meilleure



condition (de travail et de vie) pour mieux collecter ces recettes. Pour ce qui concerne les conditions de travail, le personnel a suggéré qu'on trouve des bureaux aux collègues qui n'en ont pas jusqu'à ce jour, également qu'on dote certains collègues de moyens de déplacements pour vite rallier des postes situés à des

centaines de Km des fois. Pour les besoins de santé, le personnel a émis le vœu de disposer d'un matériel roulant. Il faut dire que le personnel n'a pas fermé les yeux sur le retard dans l'application des dispositions en vigueur notamment la prime d'ancienneté. Après la doléance de ses employés, le commis-



saire général de l'OTR, M Adedze n'a pas manqué d'apporter la bonne nouvelle «Ce qui est sûr aujourd'hui c'est que nous devons faire la part des choses. Les parts que nous avons et que nous pouvons obtenir sur les amendes et pénalités, je voudrais vous informer que nous échangeons avec le ministre. Il y a certaines

primes qui ont un retard et la semaine qui vient de passer, nous avons obtenu du ministre de vous partager ces primes... » a ajouté le commissaire général de l'OTR. Pour rappel, le 1^{er} mai est à l'origine une journée annuelle de grève pour la réduction du temps de travail à une journée de huit heures.
Charles

Réglementation de la diffusion des éléments violents et ou érotiques sur les medias au Togo:

Le WANEP a outillé des journalistes

Le Réseau ouest africain d'éducation à la paix (WANEP)-Togo, avec l'appui de son partenaire allemand Brot für die Welt (BfdW) en français Pain pour le Monde (PpIM) a initié un atelier national de réflexion sur la contribution des médias à l'éducation à la paix au Togo les 25 et 26 avril à Lomé. Cet atelier qui réunit des journalistes d'une quarantaine de médias ciblés de Lomé à Dapaong, s'inscrit dans le cadre de la qua-

trième phase du projet « Education à la paix, à la non violence et à la justice sociale au Togo » (EPNV-JS) qui a pour but de renforcer les acquis des phases précédentes. L'objectif est d'accroître l'engagement des professionnels des médias dans la réglementation de la diffusion des éléments violents et ou érotiques sur les médias togolais, en vue de réduire chez les enfants et les adolescents, l'effet



qu'ont habituellement les images, films et dessins violents sur leur psychologie et qui constituent des menaces permanentes à la paix. De façon spécifique, il s'agit de favoriser la mise en application de 70% des résolutions issues de l'atelier par les médias d'ici à 2020, en faveur de la réglementation dans la diffusion et apparition de ces éléments. Ces assises ambitionnent également d'amener 50% des participants à devenir

Suite à la p 4

WARAA
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan
Tél : 90-02-52-45 / 22-61-13-06
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr
c/s Casier N° 087. 13 BP152
LOME-TOGO

DIRECTEUR DE PUBLICATION
Michel Yao TCHADJA
(alias Ezi Akoma)
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

SECRETAIRE DE REDACTION
Pamphile S. NUMENYA

REDACTION
Ezi Akoma

Achile
A. Fic
Jack Nukunu
Hubertine Akoui
Séna Le Libre Penseur

INFOPHOTOGRAPHE
Pamphile S. NUMENYA

IMPRIMERIE
La Colombe
Tirage : 3.000 Exemplaires
Récépissé N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :
appelez le 90-02-52-45**

*Retrouvez
votre Journal
WARAA
Les Vainqueurs
chaque jeudi
dans les kiosques*

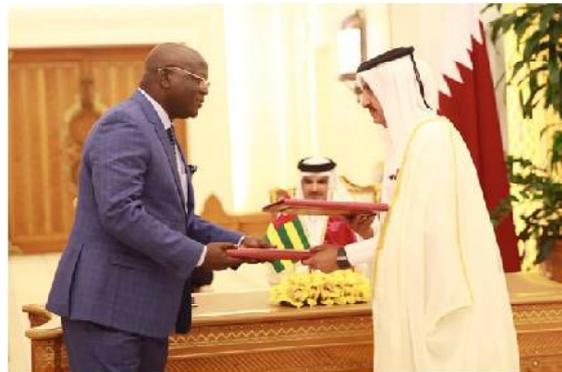
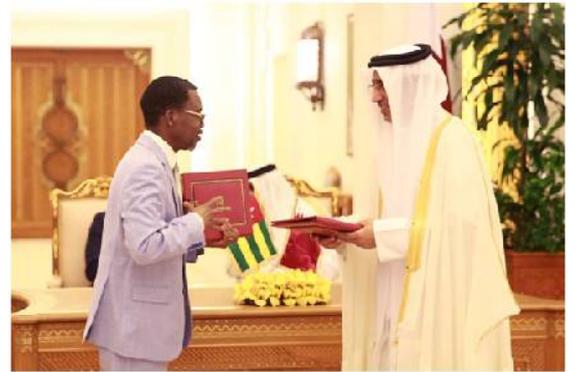
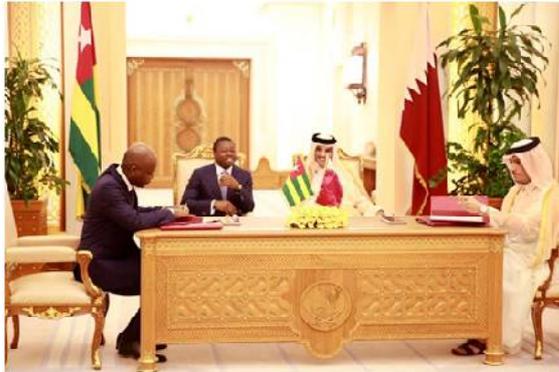
Numéros Utiles

CHU Tokoin : 22-21-25-01
CHU Campus : 22-25-77-68
22-25-47-39
22-25-78-08

Commissariat Central : 22-21-28-71
Sûreté Nationale : 22-22-21-21
Pompiers : 118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance) : 172 ou 22-22-21-39
Police secours : 117

Renforcement de la Coopération entre le Qatar et le Togo Faure Gnassingbé et l'émir Tamim signent 6 accords

Le président togolais Faure Gnassingbé s'est rendu le 30 avril dernier à Doha au Qatar. Il a été chaleureusement accueilli à son arrivée au palais par l'Emir Tamim bon Hamad Al Thani. Son voyage s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Qatar et le Togo. Dans cette veine, il a eu des échanges fructueux avec



pour les visas diplomatiques et spéciaux. Après sa rencontre avec l'émir Tamim bon Hamad Al Thani, Faure Gnassingbé a accordé des audiences à Abdul Aziz Ben Ali Al-Thani, Directeur général de l'autorité des investissements du Qatar et le Directeur exécutif de la Banque nationale de Qatar Monsieur Ali Ahmed Al-Kawari. Il a aussi échangé avec le Directeur exécutif de la Compagnie Qatar Airways, Monsieur Akbar Al Baker avant de quitter le Qatar.

Jack NUKUNU

l'Emir de Qatar. Le président Togolais et l'émir du Qatar ont eu un entretien en tête-à-tête au cours duquel ils ont évoqué les questions pertinentes d'intérêt commun d'ordre bilaté-

ral et multilatéral. A l'issue de ces échanges, les délégations des deux personnalités ont signé six accords et un mémorandum pour le renforcement de la coopération entre les deux pays.

Il s'agit notamment du protocole d'accord de coopération économique, commerciale, technique, l'accord de coopération juridique, d'un mémorandum d'entente entre les chambres de

commerce et d'industrie, d'un mémorandum d'entente pour l'établissement de consultations politiques et diplomatiques sur les questions d'intérêt commun. Il a été également signé un accord sur l'exemption

Célébration du 27 avril et discours du Chef de l'Etat à la Nation

De nouvelles initiatives pour le développement du Togo

Comme à l'accoutumée, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est adressé à la Nation à l'occasion de la célébration de l'indépendance du Togo le 27 avril dernier. Dans son message, il a abordé plusieurs domaines notamment la politique secouée actuellement par une crise, l'éducation, la santé, la jeunesse, l'agriculture et la justice.

Parlant de la politique, le président Faure soutient qu'à l'instar de nos prédécesseurs qui se sont battus pour l'indépendance, nous devons en-



tenir et transmettre aux générations qui viennent un pays uni, prospère et stable. Malheureusement les manifestations politiques tirent plutôt le pays vers

le bas. « Des attitudes nourries par la fièvre de revendications politiques et sociales ont eu pour résultat de menacer la cohésion nationale, de fragiliser le lien

social et d'infliger à notre économie une régression notable. En déléant ainsi notre pays du fruit des nombreux efforts consentis pour promouvoir la croissance et le développement, ces situations se sont clairement démarquées du droit d'exercice des libertés publiques consacrées par notre Constitution. », a-t-il déploré.

Pour une sortie de crise, le président Faure croit encore au dialogue, une valeur ancestrale et un élément-clé de notre culture. « La vie politique ne

saurait échapper à cette pratique. C'est pourquoi, en regrettant les prises de position qui tendent à renier son importance et mettre en doute notre capacité à transcender nos divergences, j'exhorte les acteurs politiques à un sursaut nourri par l'amour de la patrie et porté par la recherche de l'intérêt général. » a-t-il dit. Il n'a pas aussi manqué d'exprimer sa reconnaissance aux présidents Nana Addo Dankwa Akufo-Addo et Alpha

Vincent Bolloré s'exprime

«.....Depuis environ trente ans, notre groupe a cru au développement de l'Afrique et y a investi patiemment près de 4 milliards d'euros et a contribué à y créer énormément d'emplois....»

Je ne souhaite pas commenter des faits examinés par la justice et qui vont désormais être analysés et plaqués à décharge, mais comment imaginer que des dépenses de communication de quelques centaines de milliers d'euros comptabilisées en toute transparence avec un groupe de communication de taille et de réputation mondiale, aient déterminé des investissements de centaines de millions d'euros pour des opérations portuaires où l'exigence technique est considérable, et obtenu à l'occasion d'appels d'offres internationaux», ajoute l'homme d'affaires.

Voici la tribune de Vincent Bolloré

Proche du moment où je vais tirer ma révérence après bientôt quarante ans à la présidence du groupe dont je porte le nom – et qui va bientôt fêter son bicentenaire –, je m'interroge sérieusement : faut-il abandonner l'Afrique ? C'est la question que je me pose après deux jours d'interrogatoires à l'occasion d'une garde à vue conclue par une mise en examen. Non pas à cause des conditions de ces deux pénibles jours ; même si le système inquisitorial est extravagant – présence d'un avocat qui n'a pas le droit de parler, découverte de documents ou de témoignages dont vous n'avez pu avoir connaissance au préalable, les gens rencontrés ont été loyaux, professionnels et courtois.

C'est à cause du fond : depuis environ trente ans, notre groupe a cru au développement de l'Afrique et y a investi patiemment près de 4 milliards d'euros et a contribué à y créer énormément d'emplois : quelque 30.000 familles vivent du travail de nos entreprises. Nous y avons développé notamment un maillage fiable de logistique permettant aux marchandises de circuler à l'intérieur des pays et vers l'international. Lorsque j'ai eu la chance de présider de nouvelles entreprises comme Havas ou Vivendi, je les ai exhortées elles aussi à investir plus vers ce continent d'avenir.

Mais en raison de campagnes véhiculant des informations fausses ou malveillantes, ce continent, qui sera bientôt riche de 2 milliards d'habitants, qui est aux portes de notre Europe et qui se développe – heureusement – beaucoup plus vite que le nôtre, est appréhendé comme une terre de non-gouvernance, voire de corruption. On y imagine des chefs d'État décidant seuls d'accorder des contrats mirobolants à des financiers peu scrupuleux...



Je ne souhaite pas commenter des faits examinés par la justice et qui vont désormais être analysés et plaqués à décharge, mais comment imaginer que des dépenses de communication de quelques centaines de milliers d'euros comptabilisées en toute transparence avec un groupe de communication de taille et de réputation mondiale aient déterminé des investissements de centaines de millions d'euros pour des opérations portuaires où l'exigence technique est considérable, et obtenu à l'occasion d'appels d'offres internationaux... en outre réalisés dans un cas, deux ans, dans l'autre, neuf ans avant les élections de personnalités présumées corrompues ?

En cent quatre-vingt-seize ans, notre groupe a traversé avec succès des révolutions, deux guerres mondiales, des ruptures technologiques. Ses équipes sont sa force mais elles doivent, pour créer de la valeur, être dirigées vers des eaux le moins hostiles possible.

Nous sommes présents dans différents métiers et sur tous les continents : en Europe, en Amérique, en Asie, nous développons des technologies de pointe dans des activités porteuses comme les films pour condensateurs, les bus électriques ou les bornes interactives ; l'Afrique représente environ 20 % de notre groupe.

Faut-il encore investir en Afrique ? Le développement de salles de cinéma que réalise Vivendi dans des pays qui

n'en avaient plus depuis trente ans, le développement d'expériences d'électrification grâce aux technologies exceptionnelles de nos batteries, vont-ils être considérés comme des cadeaux ayant une finalité corruptrice ? Toute embauche peut-elle être requalifiée comme un service rendu ?

Quand je vois la chasse aux sorcières organisée contre nos agissements dans des plantations qui ne nous ont jamais appartenu et où nous n'avons aucun employé... Qu'on y montre même dans un reportage un garçon présenté comme un de nos employés – ce qu'il n'est pas – et ayant 14 ans, qui, quelques mois après, présentera son état civil démontrant qu'il avait près de 18 ans... Et qu'aucune ligne ne sera écrite pour rétablir cette vérité... Je me demande vraiment : faut-il abandonner l'Afrique ? Je pose cette question sans vouloir polémiquer. Mais c'est un sujet tellement sérieux ! Et j'ai réalisé au cours de ces derniers jours que ce que nous faisons en toute bonne foi depuis longtemps, vu à travers le prisme d'un continent africain considéré comme dirigé par des équipes sans foi ni loi, était le terreau d'une suspicion légitime.

Ce n'est pas, bien sûr, l'Afrique que je connais et qui, sous mes yeux, progresse formidablement depuis trente ans. On y croise des personnes remarquables, formées aux meilleures écoles, informées parfaitement des technologies grâce au développement du téléphone portable, des milliers d'entrepreneurs.

Loin des clichés d'une Afrique misérabiliste, je vois les buildings, les réseaux informatiques se créer, le souhait d'une vigoureuse jeunesse pour dessiner un futur démocratique et serein. Arrêtons ce traitement inexact et descendant des Africains. La France des Lumières qu'ils admiraient tant ne risque-t-elle pas de briser ce lien d'amitié par des procès en sorcellerie ou des inquisitions injustes et généralement disproportionnées, et par notre comportement vis-à-vis des autres pays parce qu'ils sont aujourd'hui moins puissants ? Je crois que, dans un avenir proche, la France aura plus besoin de l'Afrique que l'inverse. J'espère que la France des Lumières que j'aime va ouvrir les yeux sur l'Afrique que je connais.

Source JDD

Vincent Bolloré, Président directeur général du Groupe Bolloré

Réglementation de la diffusion des éléments violents et ou érotiques sur les medias au Togo:

Le WANEP a outillé des journalistes

Suite de la p 2

des artisans de paix dans leur service et dans la société.

Selon les organisateurs, malgré les avancées notées en matière de changement de comportement auprès des enfants et des parents dans la zone du projet, il a été relevé par l'évaluation externe que le milieu extrascolaire a des influences négatives sur les comportements des enfants bénéficiaires du projet ; ce qui fragilise leurs acquis en matière de paix. Cette évaluation a également révélé que l'un des éléments de ce milieu extrascolaire se trouve être la diffusion des films, des dessins animés, des émissions télévisées ou radiophoniques, des propos

et des images violents et ou érotiques par les médias. Pour WANEP-Togo, c'est pour corriger cet état de fait en vue d'amener les médias à être des promoteurs de paix dans l'intérêt des enfants, leaders de demain.

Les participants pour la plupart des directeurs de publication ou des rédacteurs en chef, suivront une présentation de WANEP-Togo et du projet EPNV-JS. Ils seront également éduqués sur la compréhension, les avantages et défis du journalisme de paix et sur le dispositif de monitoring des médias de WANEP-Togo.

Pour le représentant du président de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC), M.

Mathias Ayéna avec l'ouverture de cet atelier, son institution et le WANEP réactivent ainsi leur partenariat entamé en 2014 dans le but de protéger le public jeune contre les influences négatives des médias. Il a rappelé aux participants les dispositions de la loi organique relative à la HAAC qui insistent sur « la protection de l'enfance et de l'adolescence », d'autant plus que l'instance de régulation des médias, « veille à la préservation et à la protection des valeurs, des mœurs et de l'éthique culturelle en matière de protection et de diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ». Ainsi dit-il, la HAAC «

peut interdire tout programme susceptible de nuire à l'épanouissement physique, mental ou moral des mineurs ». M Ayéna a aussi insisté sur le code de la déontologie, qui au sujet de la protection des mineurs, engage « le journaliste à respecter et à protéger les droits des mineurs en s'abstenant de publier leurs images et de révéler leurs noms ». « Comme les équipes de monitoring de WANEP, sachez que l'organe de régulation des médias fera également le suivi et l'analyse de vos programmes consacrés à l'enfance, afin d'assurer que les règles prescrites sont respectées », a-t-il conclu.

Pour la présidente du con-

seil d'administration de WANEP-Togo, Mme Marceline Mensah-Pierucci, les effets de la violence ou des images plus moins érotiques sur les enfants ont besoin d'être jugulés pendant qu'il est encore temps. S'adressant à la presse, elle a souligné « votre implication est bénéfique à tous points de vue car qu'elles que soient les stratégies, les médias constituent des canaux puissants et vous êtes des acteurs privilégiés en la matière par votre contribution à la construction de valeurs repères communes à tous, comprises de tous et appliquées à tous ».

Célébration du 27 avril et discours du Chef de l'Etat à la Nation

De nouvelles initiatives pour le développement du Togo

Suite de la p 3

Condé pour leur engagement dans la résolution de la crise politique togolaise.

Le Président Faure a encore indiqué quant à ce qui concerne la politique que la voie démocratique demande que la parole soit régulièrement donnée aux électeurs. Pour cette raison, les rendez-vous retenus par le calendrier électoral cette année seront tenus.

Dans le domaine de l'éducation, le chef de l'Etat s'est réjoui de l'accord intervenu entre les acteurs du système éducatif et le gouvernement. « J'ai instruit le gouvernement de poursuivre les efforts pour la résolution des défis du secteur éducatif, dans une approche globale, qui mette le mérite, la performance et le rendement, au service de la qualité de l'enseignement, dont dépend la relève de notre pays. », a-t-il indiqué.

Dans le secteur de la santé, le président Faure a procédé à la généralisation de la gestion contractualisée des structures sanitaires publiques. Cette démarche s'accompagnera d'investissements conséquents pour la réhabilitation des installations et l'équipement des services. « L'extension de cette démarche



destinée à renforcer le système de santé sera complétée par la construction de deux hôpitaux de référence pour la prise en charge des cas qui nécessitent, à ce jour, des évacuations à l'étranger. Pour améliorer l'offre de santé, la formation sera renforcée avec l'ouverture dès la rentrée prochaine des écoles d'infirmiers et de sages-femmes de Dapaong, Atakpamé, Kpalimé et Tsévié. », a-t-il annoncé.

Dans son message adressé à la Nation en début d'année, le président Faure avait annoncé l'attribution de 20% des marchés publics à la jeunesse et aux femmes. Actuellement cette initiative est sur la bonne voie. A en croire le président Faure, près de 2000 jeunes s'y sont déjà inscrits. Il invite donc les autres à les emboîter le pas. « Le mécanisme continuera d'être affiné à la prati-

que, en vue de résoudre les difficultés relevées et d'en optimiser les résultats », a-t-il rassuré.

Sur le plan agricole, le président de la république a parlé de TIRSAL. Ils s'agit d'un mécanisme de mise en commun et de partage des risques. « Avec la constitution du fonds TIRSAL qui sera doté à terme de cent



millions d'euros, soit plus de 65 milliards de FCFA, dont une contribution significative de l'Etat, la question de l'accès des exploitants d'unités agricoles au financement trouvera une réponse intégrée qui aura pour avantage d'agir également sur la réduction des taux d'intérêt. », a-t-il fait savoir.

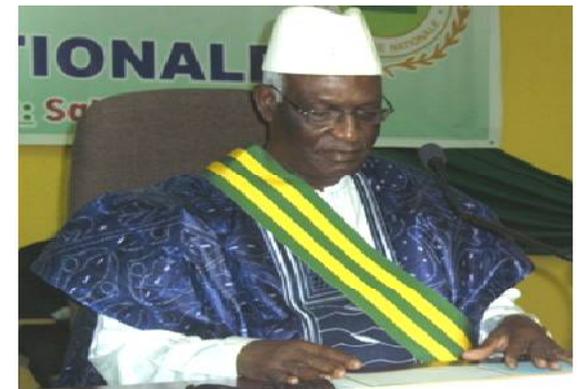
Pour finir, Gnassingbé a ar sur le plan jud l'évolution du d'implantation d' de justice su semble du territoi l'ouverture dès l prochain de mais justice piloté Baguida, Agoè Dapaong et Cink

Jack NUKUNU

1^{er} mai 2018

Que cache l'annulation de la fête à l'Assemblée Nationale ?

Le personnel de l'Assemblée Nationale n'a pas célébré la fête des travailleurs. L'organisation de cette fête allait bon train. Mais à la dernière minute, le président du comité d'organisation a envoyé un message aux agents qui travaillent dans cette institution pour leur dire que la fête n'aura pas lieu sans pour autant préciser les raisons. Toujours dans le



processus de l'organisation de cette fête, les tricotés qui ont été conçus n'ont pas été distribués aux agents. Dans son message, le président du comité d'organisation de la fête a simplement demandé aux agents de prendre leurs dispositions pour fêter avec leurs familles à la maison.

A l'Assemblée Nationale, la fête n'a donc pas eu lieu. Et pourtant,

cette grande institution du pays avait l'habitude de fêter le 1^{er} mai avec faste et avec la présence effective du président de l'institution. Que cache donc l'annulation de cette fête ? C'est une question que se pose le personnel. Pour l'heure les responsables n'ont donné aucune raison mais nous poursuivons nos enquêtes pour découvrir la vérité.

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER
TOUT FAIT SUSPECT
VEUILLEZ COMPOSER

N° VERT

8280

Anticorruption

POUR TOUT RENSEIGNEMENT
INFORMATION OU CONSEIL
VEUILLEZ COMPOSER LE

N° VERT

8201

Renseignements



OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg

L'opposition en œuvre pour le blocage de l'organisation des élections

Faure Gnassingbé martèle : «les rendez-vous retenus par le calendrier électoral cette année seront tenus»

Depuis l'ouverture du dialogue politique, l'opposition togolaise et surtout la coalition des 14 partis met tout en œuvre pour bloquer l'organisation des différentes élections qui doivent se tenir cette année. Il s'agit des élections législatives et des élections locales. Dans son message du 27 avril dernier, le président de la République Faure Gnassingbé a été assez explicite. Les rendez-vous retenus par le calendrier électoral cette année seront tenus. Pour Faure Gnassingbé, dans la dynamique des mutations pour améliorer la gouvernance dans notre pays, optimiser le fonctionnement des institutions, et permettre l'épanouissement des populations, nous devons conserver pour repère intangible le respect de la loi. « En prenant la juste mesure de sa responsabilité dans



ce moment de notre histoire, le gouvernement ne ménagera aucun effort pour faire avancer le chantier des réformes politiques engagées, dans le respect des délais légaux, des normes et principes de la démocratie et de l'Etat de droit. », a-t-il déclaré en substance. La démocratie exige que la parole soit donnée régulièrement aux électeurs à travers des consultations et scrutins, pour qu'ils expriment les choix conformes à leurs aspirations.

« Toute autre option reviendrait à méconnaître la sagesse de notre peuple et l'intelligence de nos concitoyens. Le point de vue de chaque togolais est important. », a déclaré en substance Faure Gnassingbé. C'est l'opposition qui a toujours l'habitude de faire croire qu'elle relais les aspirations du peuple. Elle doit donc plutôt encourager l'organisation des élections pour que le peuple qu'elle prétend défendre s'exprime lui-même dans les urnes.

La Rédaction

Centrafrique

Une guerre de religion ?

Les crises politico-militaires s'enchaînent en Centrafrique avec un lot de morts et de violences insoutenables. Les crises sont présentées comme des guerres de religion. Pas si sûr ! Dans son article, OREDJE Narcisse, explique les différentes crises qui ont secoué la RCA. Attirées par les richesses du pays, les reversements de pouvoir ont toujours été légués de l'extérieure par des puissances intéressées par les matières premières. Ajoutons à cela la défaillance de l'Etat et la précarité qui conduisent la jeunesse à l'extrémisme. Ainsi, la thèse qui voudrait que ce soit une guerre de religion est vite reléguée dans le sac des alibis faciles !



Seleka menée par Michel Djotodia, les affrontements entre différentes parties ont rapproché le pays d'un phénomène qu'on pourrait qualifier de génocide. Ces massacres qui ont fait plus de 3000 morts sont souvent perçus comme des affrontements entre musulmans et chrétiens, donc une crise d'ordre confessionnel. Qui en est-il réellement ? Des puissances régionales et occi-

dentes jouant au pompier pyromane Cinq, c'est le nombre de coups d'Etat francs qui ont installé au pouvoir cinq présidents sur neuf en Centrafrique depuis 1960. Ces alternances violentes sont le résultat de plusieurs facteurs internes et externes qui ont plongé ce peuple dans le chaos depuis des décen-

Suite à la p 7

PHARMACIE DE GARDE 30/04/18 au 07/05/18

JEANNE d'ARC
Près de Marox-Renault-Star
22 22 08 01

ETOILES
10 Av. Nouvelle Marche
22 21 88 47

SANTE
Près de NOPATO
22 21 58 41

ECLAIR
Bè Ahligo, près du Marché
22 22 75 11

OCEANE
Rue OCAM
22 22 62 77

EMMANUEL
Face MIVIP Av. Duisburg
Kodjoviakopé
22 21 30 98

LIBERATION
Avenue Libération prolongée
22 22 25 25

St KISITO
Bd. de la Kara près du Bar
TAMTAM
22 21 99 63

AVE MARIA
Face ENSF (Ecole Nationale des Sages Femmes), près du
CHU Tokoin
22 22 33 01

PROVIDENCE
Bd. Jean Paul II
22 26 66 48

YEM-BLA
258, Av. Akéï face à la Résidence
22 26 76 51

OUSIA
POUR LA VIE Situé sur la route de SOGEA-SATOM, à 100m de l'UNICEF (Hountigomé)
22 61 22 25

LILAS
7, Route de Kégué
22 26 29 59

THERYA
Mangotigomé-Route de la Foire Internationale TOGO 2000 (à 300m de la Foire)
22 61 56 52

UNION
Boulevard Malfakassa, face crèmerie BAMUDAS - BE KPOTA
22 27 71 64

O GRAIN
D'OR Carrefour Zorrobar, Grand tournement
22 70 06 90

CITE
Bd. du 30 Août
22 25 01 25

BESDA
Adidogomé-Aménopé, Route de Kpalimé
22 51 05 29

EPIPHANIA
Rue de La Pampa, Carrefour AGBEMADON, ADIDOGOME
23 20 10 52

CONSEIL
Carrefour du CEG Sagbado Logote
23 21 56 53

NATION
Face ancien Marché TOTSI
22 25 99 65

DELALI
Quartier Agoè-Cacaveli, Face Cour d'Appel
22 25 06 90

VERTE
Face Ecole du Parti Kikamé
22 25 03 26

LAUS DEO
Route de Léo 2000, face clinique Besthesda - quartier Adidoadin
22 25 15 05

ARC-EN-CIEL
Agoè-Télessou, à 50m du Carrefour Margot
22 42 50 00

De La VICTOIRE
Avéjji Wéssomé, voie douane Adidogomé-carrefour Limousine (Après les rails)
22 45 74 92

St ESPRIT
Sur la bretelle Agoè-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est
22 40 29 06

St MICHEL
Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom
22 51 70 22

EXCELLENCE
Agoè Demakpoe Voie CEDEAO
22 51 77 87

MAINA
Agoè Assiyéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu
22 33 65 34

TCHEP'SON
Face Terminal du sahel (Togblékopé)
22 42 94 41

HYGEA
Face Lycée publique de Baguida sur la route d'Afanoukope (Baguida)
22 27 36 36

LE DESTIN
A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida
22 41 15 41

Centrafrique

Une guerre de religion ?

Suite de la p 6

nie. Le premier coup d'Etat qui a renversé David Dacko en 1965 a été signé par Bokassa avec l'aide de la France à travers l'opération « Barracuda » de l'armée française pilotée depuis la capitale tchadienne. Face à Dacko qui se tourne vers la Chine, nouvelle économie montante de l'époque, il s'agit pour la France, d'avoir un homme qui puisse garantir sa mainmise sur les richesses naturelles, notamment l'uranium pour l'approvisionnement des centrales nucléaires. L'autre cas, le plus récent d'ailleurs est celui de Bozizé qui, aidé par le Tchad et la France, à sa prise de pouvoir s'est détourné peu à peu du régime de Deby mais aussi de la France et les Etats-Unis pour pactiser avec l'Afrique du Sud et l'Ouganda, qui visent l'or et le diamant centrafricains. Connaissant le Tchad et la France, Bozizé cherche d'autres alliés. Résultat, il est renversé par la Seleka, soutenue en hommes et matériels par le Tchad et la France. Il apparaît à travers ces exemples que l'absence d'alliance pacifique a instauré une course au pouvoir sanglante qui a distillé les germes de la violence politique. Les puissances régionales et étrangères, cherchant à faire avancer leurs pions, se sont souvent ingérées

d'abord en allisant le feu, et ensuite l'éteindre pour se faire passer pour des sauveurs. Cette stratégie leur a permis d'avoir un accès privilégié aux ressources et de s'accaparer les contrats juvéniles à travers des accords de coopération douteux.

L'exclusion et l'absence d'état de droit ont fait le lit de la violence

Les différents régimes qui se sont succédés à Bangui ont chacun contribué à la genèse de ces crises de violence que vit le pays. C'est le cas de Patassé qui à sa prise de pouvoir par voie démocratique en 1993 a entamé une politique tribaliste en s'entourant des proches de son parti et de son groupe ethnique (les Kaba). Les nominations à des postes de responsabilité se font dans cette sphère privilégiée autour du parti au pouvoir. Les autres partis et leaders politiques sont systématiquement étouffés ou mis en marge de la gestion du pays.

Le Nord Centrafrique abrite la majorité des musulmans du pays qui sont des pasteurs nomades ou semi-nomades originaires du Tchad et du Soudan. Les régions de Haute Kotto et le Bamingui Bangoran où vit la majorité de ces nomades musulmans sont abandonnées entre les mains des groupes armés

comme la LRA qui organisent des massacres et exploitent illégalement les ressources minières. Selon le Document de Stratégie de la Réduction de la Pauvreté 2011-2015, ces régions, sans structures de base, vivent sous le poids de la pauvreté avec un taux de plus de 84%.

Après Patassé, Bozizé surfe sur la même vague tribaliste pour exclure de sa politique le nord musulman. Les pasteurs musulmans sont désignés comme des étrangers venus détruire les champs et les zones de chasse. Tout le monde s'attendait à ce qu'il y ait des tracés de couloirs de pâturages pour éviter les affrontements récurrents entre les communautés mais le régime de Bozizé n'a rien fait. L'absence de définition et de protection des droits de propriété de la part de l'Etat et celle d'institutions capables de régler la question des terres ont créé les conditions favorables à l'escalade des violences communautaires.

Face aux cultivateurs et à l'absence de l'état de droit, la minorité musulmane se voit obligée de trouver des moyens de survie. Naissent alors plusieurs mouvements politico-militaires comme le CPJP, UFDR... qui se réunissent en coalition, la Seleka, composée majoritairement des nomades musul-

mans qui revendiquent de meilleures conditions de vie et à profiter d'avantage de la redistribution des revenus par l'Etat. Face à une Seleka aidée par des mercenaires tchadiens et soudanais, Bozizé se sent menacé. Il essaie de fédérer le peuple autour de lui en désignant la Seleka comme un mouvement islamiste. C'est l'entrée de la dimension religieuse dans la guerre.

La religion, un prétexte pour se venger de l'autre

Bozizé perd ses alliés sud-africains et ougandais suite aux accords politiques de 2013, il est chassé du pouvoir. La Seleka avec à sa tête Djotodia a pris le pouvoir dans un pays où il n'y a pas l'ordre public, ni ressources nécessaires pour relancer la machine économique. Cherchant à récupérer les armes qui se retrouvent au sein de la population à travers les hommes fidèles à Bozizé, les ex-rebelles, désarmés au pouvoir en profitent pour piller, massacrer et commettre des viols. Face à ces hommes qui prennent tout le pays comme butin de guerre, le reste de la population à dominance chrétienne et animiste généralement anciens hommes du régime Bozizé, crée le mouvement

d'auto-défense, Antibalaka. Les affrontements et les massacres parfois dans les lieux de culte font revenir dans l'esprit des antibalaka, l'avertissement de Bozizé : la Seleka cherche à persécuter les chrétiens et à instaurer un régime islamique. Dès lors, la religion est devenue l'étendard des conflits politiques et économiques entre différentes franges de la population. Antibalaka ou Seleka, Christianisme ou Islam, la religion n'est qu'un instrument utilisé pour fédérer les troupes des deux camps.

Auparavant en Centrafrique, musulmans et chrétiens vivaient en parfaite harmonie depuis des décennies. La religion, souvent pointée du doigt n'est pas un élément déclencheur de la guerre. Elle n'est qu'un amplificateur des tensions naissant du tribalisme ayant conduit à l'exclusion politique et économique, l'absence de volonté de canaliser les richesses vers toutes les couches de la population, l'absence de l'autorité de l'Etat et surtout l'absence d'un Etat de droit capable de régler les conflits entre éleveurs musulmans et les chrétiens cultivateurs. Les puissances occidentales et régionales ont simplement soufflé sur ces braises pour nourrir le feu et profiter ainsi de l'immense richesse du pays.



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto, PAYEZ facilement L'IRTR à partir de votre mobile



***145*6*5*2#**

Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

(Exemple : TG **** BG)

Vous recevez la notification d'imposition précisant le montant à payer

Confirmez le paiement

Saisissez votre code secret de compte TMoney pour valider la transaction

Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de l'opération.



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO

LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :

- AGOÈ,**
- BAGUIDA,**
- BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- FOREVER,**
- ZONE PORTUAIRE,**
- ABLOGAMÉ,**
- KODJOYIAKOPÉ,**
- NYÉKONAKPOÈ,**
- RÉSIDENCE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.